

## *Note de lecture*

---

# **Armature urbaine et population en Algérie**

**Abed BENDJELID**

---

Ce bref exposé fait suite au commentaire relatif à l'armature urbaine algérienne, paru dans le numéro 12 d'*Insaniyat* ; la revue "Collections statistiques" n° 97 (Office national des statistiques, 2000) fournit des séries de données du recensement de juin 1998 qui méritent d'être portées à la connaissance des lecteurs intéressés par la question urbaine.

### **I- Du regroupement progressif des populations à la prépondérance démographique urbaine**

En 1998, la population résidente en Algérie s'est élevée à 29 100 863 habitants, soit une densité démographique moyenne de 12,2 h./km<sup>2</sup> contre 9,6 en 1987. Toutefois, en raison de l'extrême diversité des zones homogènes physiques et de l'étendue du territoire, cette donnée reste toute relative. Ainsi, la zone littorale (bande de 30 à 60 km de profondeur selon l'Office) regroupe 11 millions de personnes sur 2% de l'espace (densité de 225) alors que le Sud rassemble 2,8 millions sur 2 millions de km<sup>2</sup> (densité de 0,9) !

**La tendance au regroupement** des populations dans localités -rurales et urbaines- est nette depuis 1966 ; son amorce a probablement débuté au moment du dénombrement d'octobre 1954 en raison de la misère des campagnes et des effets de la Guerre de libération (transferts de populations éparses vers les plaines, zones interdites, expulsions, exode vers les villes, villages de regroupement...). En arrondissant les pourcentages des populations agglomérées, ce phénomène apparaît spectaculaire et régulier : 56% en 1966, 61% en 1977, 71% en 1987 et 81% en 1998. Depuis l'indépendance, la nature des causes de ce regroupement semble aller vers une plus grande diversité : appropriation de la ville, équipement du monde rural, réalisation de villages socialistes

agricoles, emploi dans les campagnes, lotissements villageois, effets du terrorisme, sécheresse... Il y a lieu de noter que pour la première fois depuis 1966, «*la population éparsse a enregistré une diminution puisqu'elle passe de 6 721 000 à 5 420 000 habitants*», soit une baisse supérieure à un million d'individus entre 1987 et 1998 !

En revanche, la population agglomérée a progressé de plus de 7 millions de personnes (16,3 en 1987 et 23,7 millions d'individus en 1998). Sur les 4055 agglomérations rurales et urbaines, la strate qui connaît la progression la plus remarquable est celle groupant des populations de 5 000 à 10 000 habitants : celle-ci passe de 84 en 1966 à 408 en 1998 (nombre multiplié par 5 !) ; ceci donne au semis aggloméré algérien un caractère marqué par l'importance des petites localités.

**La population urbaine** a le mérite d'être mieux affinée. Comme en 1977 et 1987, l'unité urbaine est définie par l'agglomération. Cinq critères quantitatifs et qualitatifs permettent de classer en 1998 les unités urbaines : le seuil de 5 000 habitants agglomérés, l'emploi au sein des secteurs non agricoles, les équipements collectifs et la viabilisation, le taux d'accroissement évalué entre 1987 et 1998 et le rang administratif de la localité. A partir de ces critères, ont été classées 579 agglomérations urbaines en 4 strates :

- la strate de l'Urbain supérieur (24 villes)
- la strate de l'Urbain (121 villes ayant au moins 20 000 habitants)
- la strate Suburbaine (94 agglomérations, situées principalement dans les périphéries métropolitaines)
- la strate Semi-urbaine (340 agglomérations de plus de 5 000 habitants).

La population algérienne n'est devenue **à dominante urbaine** que récemment (tab. 1). En valeur absolue, l'accélération de la population des villes date de la décennie 1960.

**Tab. 1 : Evolution de la population algérienne, urbaine et rurale, de 1886 à 1998. En milliers d'habitants (chiffres arrondis)**

<i>Recensements</i>	<i>Pop. Totale</i>	<i>Pop. Rurale</i>	<i>Pop. Urbaine</i>	<i>Taux d'urbanisation</i>
1886	3.752	3.229	523	13,9%
1906	4.721	3.938	783	16,6
1926	5.444	4.344	1.100	20,1
1931	5.902	4.654	1.248	21,1
1936	6.510	5.078	1.432	22,0
1948	7.787	5.949	1.838	23,6
1954	8.615	6.457	2.158	25,0
1966	12.022	8.244	3.778	31,4
1977	16.948	10.261	6.687	40,0
1987	23.038	11.594	11.444	49,7
1998	29.101	12.134	16.967	58,3

*Source : O.N.S., Alger.*

En valeur relative, le population urbaine avait mis deux tiers de siècle (1889 à 1954) pour doubler son taux d'urbanisation alors que ce doublement vient d'être obtenu en un tiers de siècle entre 1954 et 1998 ! En 1987, il faut relever que la population rurale équivalait à la population urbaine.

## **II- Les villes algériennes en 1998 : distribution spatiale et diversité de l'accroissement annuel**

**Les critères de définition** de l'unité urbaine, elle-même déterminée par ceux l'agglomération, ont été encore clarifiés lors du recensement de 1998. Ainsi, pour lever les ambiguïtés relatives à certaines strates urbaines retenues en 1977, les agglomérations dites "S.U.P." (semi-urbaines potentielles) et celles dites "N.C.A." (non classées ailleurs) ne sont plus de mises lors du recensement de juin 1998. A été introduite durant ce dernier, par les chargés d'études de l'Office, la strate dite "Urbaine supérieure".

Il nous semble utile de revenir brièvement sur les facteurs utilisés pour définir l'urbanisation en Algérie en 1966, 1977 et 1987. En 1977, l'introduction des normes relatives aux niveaux d'équipement, au taux d'accroissement inter-censitaire... a permis de retenir cinq strates : urbaine, suburbaine, semi-urbaine, semi-urbaine potentielle et non classée ailleurs. Sur le plan démographique, le seuil de population admis pour

classer une localité dans la strate urbaine «*est ramené à 5 000 habitants au lieu de 10 000*». La clarification de la définition de la ville, méritoire il est vrai, demeure encore imparfaite à cause du manque d'enquêtes qualitatives récentes portant sur l'armature urbaine algérienne et de la crise économique actuelle (fermeture de petites unités industrielles étatiques, dissolution d'entreprises publiques locales de bâtiment, sociétés locales de transport...) vécue par de très nombreuses agglomérations, urbanisées, à la limite de l'urbanisation ou en voie d'urbanisation et ce, dans un territoire national très étendu et très diversifié.

**Le semis urbain** réparti sur l'ensemble du territoire a subi quelques changements ; numériquement, il comptait 447 agglomérations en 1987 et en compte 579 en 1998. Durant la dernière décennie, ce semis ne s'est élargi que de 132 nouvelles localités tandis que durant la période intercensitaire 1977-87, 266 nouvelles agglomérations ont été identifiées, c'est-à-dire deux fois plus ! Selon le document portant sur l'armature urbaine, «*sur les 579 agglomérations urbaines, 426 étaient déjà urbaines et deux d'entre-elles ont fusionné (Béni Méred avec Blida et Tahaggart avec Tamanrasset). Vingt et une agglomérations ont été déchues de leur statut urbain et le reste, soit 151, ont été nouvellement promues au statut d'unité urbaine*».

**Le taux d'accroissement annuel moyen urbain** a connu une baisse puisqu'il est de 3,6% en 1998 contre 5,5% en 1987. 206 agglomérations dépassent cette moyenne nationale de 1998. Quelques constats méritent d'être relevés :

- Les plus faibles taux concernent les 4 métropoles algériennes qui connaissaient déjà un ralentissement démographique : 1,28% pour Annaba, 1,03% pour Oran, 0,46% pour Constantine et 0,36% pour Alger. D'autres villes connaissent un croît bien inférieur à la moyenne : Aïn Témouchent (1,4%), Skikda (1,6%), Sidi Bel Abbés (1,7%), Tlemcen (1,8%), Khenchela et Béchar (2,0%), Mascara, Bédjaia et Sétif (2,1%)...
- Les accroissements moyens les plus spectaculaires sont observables dans les villes du Sahara (Tamanrasset : 15,7%, Hassi Messaoud : 14,4%, Illizi : 9,6%, Hassi Rmel : 8,8% (Tindouf : 5,9%...) et secondairement dans les villes des Hautes plaines steppiques et de l'Atlas Saharien (Naama : 10,1%, Djelfa : 5,8%, Aïn Ousséra : 5,5%, Bougtob : 4,3%...).
- Phénomène amorcé depuis quelques décennies, le croît moyen élevé au sein des agglomérations suburbaines est un fait que connaissent toutes les grandes villes de la planète. Le

desserrement de l'habitat en direction des périphéries des métropoles et, des grandes et moyennes villes, en est le principal responsable : Draria (14,0%), Didouche Mourad (10,9%), Chétouane (9,9%), Sidi Chahmi (9,4%), Béni Tamou (9,4%), Berrahal (9,1%), Aïn el Beïda (8,8%), Birtouta (8,6%), Dar el Beïda (7,4%), Aïn Smara (6,0%), Es-Sénia (5,9%), Haouch Mekhfi (5,2%)...

Selon la taille démographique des agglomérations et le classement ordonné des villes, certaines ont amélioré leur rang entre les recensements de 1987 et 1998 (Biskra, Tébessa, Tiaret, Ouargla, Bordj Bou Aréridj, Jijel...) alors que d'autres ont reculé (Chlef, Skikda, Bédjaïa, Béchar, Médéa, Ghardaïa, Mostaganem...); le rang des huit villes les plus peuplées du pays est demeuré inchangé.

En un tiers de siècle, l'Algérie est passée d'une société rurale à une société majoritairement urbaine ; son taux d'urbanisation a subi une progression notable allant de 31,4% en 1966 à 58,3% en 1998. En valeur absolue, le rythme de l'augmentation est nettement plus faible pour la population rurale qui n'a gagné que 539 000 personnes entre 1987 et 1998, que pour la population urbaine qui a connu une étonnante progression -dix fois plus importante- évaluée à 5 523 000 habitants ! Dans le détail, *«à la prépondérance des grandes villes du littoral, a succédé un rééquilibrage au profit des villes de l'Intérieur et du Sud et qui concerne surtout les petites villes»* relève sobrement le document portant sur l'armature urbaine. En effet, le gonflement démographique de quelques agglomérations de l'Intérieur et du Sud apparaît caractérisé par la démesure comme c'est le cas de Djelfa, d'Ouargla ou de Touggourt ; le cas le plus spectaculaire concerne Tamanrasset dont la population a été multipliée par cinq en une décennie -12 712 habitants et 1987 et 65 397 en 1998 !- en raison de l'absorption d'une dizaine d'agglomérations secondaires et des apports migratoires. A un niveau d'une autre nature, le même document signale l'originalité du semis urbain national à cause, à la fois du progrès enregistré par les petites villes et du *«degré de diffusion du phénomène d'urbanisation dans le milieu rural»*.

Par ailleurs, ce sont les petites villes peuplées de 10 000 à 20 000 habitants qui ont, numériquement, cru les plus fortement (plus de 109 localités) ces dernières onze années (tab.2).

**Tab. 2 : Evolution numérique des agglomérations urbaines selon la population (1987-98)**

Population	En 1987	En 1998	Evolution
Plus de 100.000	16	32	16
50-100.000	26	34	8
20-50.000	79	114	35
10-20.000	92	201	109
5.-10.000	185	198	13
Moins de 5.000	49	-	Moins 49
Total	447	579	132

Source : O.N.S, Alger

Toutefois, leur accroissement absolu estimé à 1 436 00 individus, se place loin derrière les 2 583 000 enregistrés par la catégorie des villes de plus de 100 000 habitants.

### III- La diversité des dessertements urbains dans les périphéries urbaines

En tenant compte des définitions et données statistiques fournies par le recensement de 1998 et surtout de la taille de régions, des sous-régions, des pays... et des influences urbaines estimées pour les différentes strates de villes d'Oranie, nous avons extrapolé et formulé une classification en **six catégories de villes** :

- Les métropoles urbaines : Alger (28 arrondissements) : 1 570 000 habitants en 1998, Oran : 705 000 h., Constantine : 465 000 h., Annaba : 353 000 h.
- Les grandes villes peuplées, de 247 000 à 174 000 habitants, comprennent six unités urbaines : Batna, Blida, Sétif, Sidi Bel Abbès, Biskra et Chlef.
- Les villes moyennes regroupent 22 agglomérations dont la population varie de 159 000 (Djelfa) à 102 000 habitants (M'sila).
- Les villes moyennes potentielles, au nombre de 34, rassemblent 100 000 (Bou Saada) à 51 000 résidents (Aïn Mlila).
- Les villes intermédiaires sont au nombre de 114 unités urbaines dont la masse démographique s'étire de 49 000 h. (Boufarik) à 20 000 résidents (Aïn el Kébira).
- Les petites villes forment l'effectif le plus large avec 399 agglomérations situées dans la fourchette s'étalant de 19 890 h. (Téleghma) à 5 076 habitants (Kherraza).

Le même modèle de croissance semble exister au sein des **métropoles urbaines algériennes**. A côté d'Alger, composée de plusieurs arrondissements, il a été tenu compte de l'expansion marquante des banlieues. Ainsi, le terme usité d'unité urbaine recouvre aussi bien la notion d'agglomération intercommunale que celles de villes isolées. Pour la Capitale et compte tenu de sa toute récente réorganisation administrative, l'Office distingue le Grand Alger peuplé de 1 570 000 habitants et la wilaya d'Alger, formée de 12 circonscriptions administratives recouvrant 57 communes (29 communes et 28 arrondissements), qui accueille 2 562 000 résidents en 1998 et dont 90,7% sont des 'urbains'.

En l'absence d'enquêtes récentes portant sur les différents flux, l'Office a tout de même délimité approximativement les différentes aires des quatre métropoles. Si la population d'Alger (28 arrondissements urbains) connaît un ralentissement démographique somme toute normal (0,36%), le déversement de sa population dans ses énormes banlieues de la Mitidja et du Sahel explique logiquement le fort taux de croissance de ses périphéries dont le taux d'accroissement annuel moyen est de 5,35% (moyenne nationale évaluée entre 1987 et 1998 : 3,57%). La même tendance d'accroissement est valable pour Oran (1,03%) alors que le rythme de sa périphérie s'élève à 6,43% attestant de fait, l'importance de la mobilité résidentielle intra-urbaine qui contribue à l'éclatement du bâti périurbain. Une situation comparable est observable dans la métropole constantinoise qui rencontre de grandes contraintes d'extension du bâti (topographie mouvementée, glissement de terrain, marché foncier, réglementation...); là encore, la baisse manifeste de l'accroissement moyen de la ville (0,48%) contraste avec la notable progression du croît moyen de sa périphérie (6,45%), comparable au taux de la périphérie oranaise. Naturellement, Annaba n'échappe pas à ce modèle classique de la péri-urbanisation.

Le phénomène de **conurbation**, entendu comme la jonction physique et fonctionnelle d'une ville avec une autre ou d'autres ville(s) de moindre importance, voire même de localités encore sous-équipées, semble prendre forme autour de la métropole nationale certes, mais aussi autour des métropoles régionales à l'instar d'Oran qui a déjà fusionné physiquement avec Bir el Djir ou même à Constantine qui est entrain de dessiner la même configuration avec El Khroub. Par ailleurs, durant la dernière période inter-censitaire, il nous faut relever l'absorption de localités proches par des villes moyennes comme Djelfa ou encore Tamanrasset. Ce fait récent, pour cette strate urbaine, explique le

doublement démographique de Tamanrasset qui a «fusionné avec dix agglomérations secondaires (Tahaggart, Gueltet el Oued...)».

## **Conclusion**

L'urbanisation accélérée dans un pays en crise comme le nôtre donne la mesure de la crise de la ville et dans la ville car la précarité de la vie urbaine touche à la fois les hommes (emploi informel, conditions de vie...), les activités (explosion de la branche commerciale, régression de la production industrielle...), le bâti (non conformité à la règle architecturale, non respect de la réglementation...), la gestion de la ville (équipement, conflits, dégradation de l'environnement...). C'est dire enfin, la double action à mener par le pouvoir politique central en matière de réorganisation de l'armature urbaine et territoriale et en second lieu, la mise en œuvre d'une véritable politique de la ville perçue en tant que structure vivante en perpétuelle évolution.